

Questionnement AgroEcologique

Les Systèmes Participatifs de Garantie :

Critique de la Certification Bio & nouveau mode de Gouvernance?

Stassart, P.M. (Université de Liège - Belgique) - Brandenburg, A. (Universidade Federal do Paraná – Brésil) - Isaguire, K (Universidade Federal do Paraná – Brésil)

Agroecological Question : The Participatory Systems of Garanty as Critic towards the Organic certification & New mode of Governance ?

Mots-Clefs : Agroécologie, Réflexivité, Certification Participative, Brésil

Résumé

Ce papier propose un questionnement agroécologique sur la transition agroécologique comme un processus de réflexivité de second ordre. Nous construisons cette hypothèse en prenant le cas de l'émergence des Systèmes Participatif de Garantie (SPG) au Brésil comme une critique de la certification déléguée à une tierce partie et une proposition alternative de gouvernance face au contrôle de conformité marchand. Nous prenons en particulier le cas d'Ecovida et de sa certification participative qui est à l'origine des SPG brésiliennes. Le statut de notre communication est prospectif : après avoir précisé ce que nous entendons par réflexivité, nous posons une série de questions qui portent à la fois sur l'apprentissage et la réflexivité de cette expérience. Cette mise à l'épreuve nous intéresse dans la mesure où elle peut nous informer sur ce que peuvent devenir des modes de gouvernance réflexifs dans le monde de la bio.

Thématiques : B : Questions identitaires, C : Encadrement politique et ses transformations

Auteur correspondant : p.stassart@ulg.ac.be

1. Modernisation réflexive et agriculture biologique

La modernisation réflexive de premier ordre, au sens de U. Beck, c'est le passage de la société industrielle à une société du risque, appelée également « seconde modernité » et caractérisée par la confrontation de la société industrielle avec elle-même, et notamment avec les résultats et les effets secondaires de son propre développement. L'image n'est plus celle d'un développement linéaire vers plus de progrès et de maîtrise de la nature et de la société mais celle d'un développement en spirale qui trébuche sur ses propres fondements et sur les problèmes issus de son propre développement. Les problèmes de premier ordre sont ainsi les effets secondaires néfastes -inattendus, incertains, complexes, spatio-temporellement dispersés- du système industriel qui ne parvient plus à les gérer dans ses propres références, notamment institutionnelles.

“La société du risque (...) apparaît dans la continuité du processus autonome de modernisation qui sont aveugles et sourds à leurs propres effets et menaces (...) La «modernisation réflexive » signifie l'auto-confrontation avec les effets de la société du risque. Ceux-ci ne peuvent être traités ni assimilés par le système de la société industrielle ("Risk society (...)arises in the continuity of autonomized modernization processes which are blind and deaf to their own effects and threats (...) Then 'reflexive modernisation' means self-confrontation with the effects of risk society that cannot be dealt with and assimilated in the system of industrial society” (Voss and Kemp, 2005)(Beck, 1994, 5-6)

Le paradigme rationnel de résolution de problèmes, dominant dans la société industrielle et toujours largement répandu, repose sur un schéma linéaire dont les hypothèses sont les suivantes :

- 1) l'analyse systémique des dynamiques est réalisable et contrôlable, ce qui permet de prédire les effets des alternatives envisagées ;
- 2) l'évaluation des valeurs sous-jacentes de chaque option permet de déterminer avec précision et de manière légitime les objectifs à atteindre ;

3) il est ensuite possible de mettre en œuvre les stratégies choisies et de contrôler leur bon déroulement ;

La clé de ce modèle rationnel de pensée et d'action est de réduire et d'éliminer plutôt que de les rendre présentes les incertitudes, les ambivalences et de contrôler les interférences. Autrement dit, ce modèle consiste à opérer des réductions en sélectionnant les éléments pertinents à prendre en compte, à ensuite élaborer les chaînes causales pour enfin pouvoir définir les objectifs à atteindre, les hiérarchiser et répartir les responsabilités respectives.

Ce modèle est celui qui sous-tend la science moderne, le développement des technologies, l'organisation bureaucratique de nos sociétés et plus généralement, il est à la base de la différenciation de nos sociétés en différents sous-systèmes spécialisés - l'économie, le droit, la science, la politique, etc.- gérés de manière autonome (Voss and Kemp, 2005).

Ce modèle de rationalité fait l'objet d'une partie des critiques que l'on retrouve en sciences sociales autour du concept de « conventionalisation »¹ de l'agriculture biologique (Guthman 2004a): rationalisation, normalisation et standardisation (Vos 2000), manque de réflexivité sur le modèle de développement (Guthman 2003) et le localisme défensif (DuPuis and Goodman 2005).

La réflexivité de second ordre est alors un appel à une reconstruction cognitive appréhendant réflexivement la production des problèmes actuels comme une conséquence de la rationalité instrumentale, conduisant ainsi à une remise en cause du paradigme rationnel de résolution de problèmes dans son fonctionnement propre, ses postulats, ses conditions et ses effets. Ce qui est mis en cause dans l'approche de premier ordre, c'est qu'en réduisant la complexité, elle ne permet pas de la prendre en compte, ce

¹ Les autres mécanismes de « conventionalisation » sont l'« appropriation » (Goodman 1987) - entrée d'acteurs de la grande distribution et de l'agro-industrie-, l'intensification (Guthman 2004) et le déplacement de la rente d'innovation et l'irréversibilité (Stassart, 2008) - incompatibilité entre systèmes de connaissances -.

qui renforce inévitablement les impacts non désirés et les interférences directement issues de cette complexité.

C'est pourquoi la modernisation réflexive au deuxième sens est un appel à une réflexion sur la production de connaissances et de gestion des problèmes. Cela implique de rompre avec le cycle des problèmes de premier ordre de la réflexivité en initiant d'autres approches qui permettent de prendre en compte différentes perspectives et rationalités, d'explorer les incertitudes, les ambiguïtés et les interférences. Cela oblige à ne plus parler de « *résolution de problèmes* » dans la mesure où seuls des problèmes non ambigus et confinés à un sous-système peuvent être « résolus ». C'est pourquoi on préférera à l'expression « résolution de problèmes » celle de « *gouvernance de second ordre* », qui consiste en « *«une approche procédurale qui permettra de refléter les interdépendances, la compréhension des effets combinés des concepts et stratégies et en s'engageant dans la modulation de l'évolution de la société en cours en établissant des liens, en organisant une communication "problèmes – orientée" et l'interaction entre la conduite d'activité distribuées »(a procedural approach towards reflecting the interdependencies, understanding aggregate effects of specialised concepts and strategies, and engaging in the modulation of ongoing societal developments by establishing links, organising problem-oriented communication and interaction among distributed steering activities) » (Voss and Kemp, 2005).*

Prendre tout cela en compte nécessite une position d'apprentissage plutôt qu'une position de complète connaissance et d'un contrôle maximal (Voss and Kemp, 2005). C'est dans la perspective de cette posture que nous proposons dans ce papier de questionner autour de l'apprentissage une série de points critiques² du cas empirique étudié, les systèmes de garantie participative. Nous considérons alors cette innovation sociotechnique comme la mise à l'épreuve d'un réseau engagé dans une approche réflexive de second niveau, le réseau Ecovida. Mais avant d'en venir à Ecovida et son questionnement agroécologique autour de la certification participative, revenons

² Les points critiques peuvent être identifiés dans la perspective de multi-niveaux que propose la théorie de la transition, mais ceci dépasse l'objet de cette communication.

brièvement sur les critiques du système de certification conventionnelle, dit certification par une tierce partie indépendante.

2. Critiques de la certification

Les critiques de la certification biologique portent notamment sur la mise en place d'un système de normalisation et de marchandisation des produits à travers les systèmes-contrôles dits de certification. Au-delà du contrôle de conformité, la certification par une tierce partie indépendante a permis à la grande distribution et aux intermédiaires de développer à travers la mise en équivalence des marchés nationaux et régionaux, un marché global d'achat et de vente de « produits » biologiques à l'échelle globale.

- Un facteur structurant de cette normalisation est l'obligation de transparence et d'indépendance imposée par la norme ISO 14001 auxquels sont soumis les organismes certificateurs pour leur reconnaissance... (Serba 2010). Nous pouvons faire l'hypothèse que cette obligation d'indépendance et de transparence a en quelque sorte désapproprié les producteurs et les consommateurs de la possibilité de redéfinir ce qu'est un système bio : ses frontières, ses exceptions, ses exclusions, ses rythmes de transition.

- Notons que si la controverse sur la conventionalisation de l'Agriculture biologique émane principalement des pays de l'OCDE (Californie, Nouvelle Zélande, Europe, etc.), celle-ci fait plus rarement l'objet de débats et de propositions venant des acteurs-mêmes des réseaux agro-alimentaires alternatifs et enfin la littérature en sciences sociales révèle certaines critiques de la certification par une tierce partie, principalement en ce qui concerne le commerce équitable (Renard 2003; Reynolds 2004; Mutersbaugh, Klooster et al. 2005), mais également concernant l'agriculture biologique (Ingram 2010).

- En Amérique Latine le mouvement social (MAELA/ANA) soutenu par les ONG du Nord a formulé une série de critiques sur la certification biologique : « neo-colonialism », coût, pour l'exportation, basée sur le concept de contrôle, ne prend pas en compte les acteurs associatifs, exclut le projet de vie. (Claes 2010). En particulier des études ont montré que la certification par une tierce partie ne reconnaît pas la diversité des identités. Ainsi le mécanisme de

« checklist » conduit à une certaine homogénéisation des systèmes de production écologique (Stumm 2011 (à paraître)).

Derrière ces critiques se pose la question plus fondamentale de la désappropriation des producteurs et des consommateurs par le système de délégation à une tierce partie et ses conséquences en terme d'apprentissage si l'on se situe dans une perspective de réflexivité de second ordre.

3. Ecovida - la certification participative

3.1 La résistance au processus de marchandisation/ « comodification »

Il faut d'abord situer la naissance de l'agriculture écologique au Brésil : agriculture alternative dans les années quatre-vingt puis agriculture durable dans les années nonante. Celle-ci, dont Ecovida qui va donner naissance aux Systèmes Participatifs Garantie – SGP- , s'inscrit dans un mouvement de résistance sur le temps long, qui est né au début du XX siècle lorsque les industries agroalimentaires entrent dans le processus de modernisation de l'agriculture à travers les mécanismes d'appropriation et de substitution qu'ont décrit Goodman et al. (Goodman, Sorj et al. 1987) . Les critiques portent alors sur la chimisation de la science agronomique (Steiner : biodynamie) , critique de l'artificialisation (Fukuoka : intervention minimaliste, permaculture), critique de la scientisation et de la mécanisation (Muller : agriculture paysanne et alimentation saine), critique du primat de la science sur les savoirs paysans (Howard : compost, sol agriculture paysanne) (Besson 2000). Ces critiques sont traduites au Brésil à la fin du XXème siècle dans une grande diversité de systèmes de pratiques alternatives : Agricultura Organico inspirée de Howard, Agricultura Biodinamica inspirée de Steiner, Agricultura Natural - Permaculture inspirée de Fukuoka, Agricultura Biologica inspirée de Lemaire Boucher (Hespanhol 2008). Une grande partie de ces pratiques alternatives se retrouvent dans la Région Sud-Brazil qui comprend les états du Parana, Santa Catarina et Rio Grande Sul. Elles représentaient en 2006 à elles seules, 68% des producteurs brésiliens alternatifs (Hespanhol 2008)

Le mouvement d'écologisation de l'agriculture brésilienne n'est pas indépendant du mouvement d'écologisation des agricultures latino-américaines. Ce dernier a entretenu des liens qu'il resterait à spécifier avec le mouvement alternatif Nord-Américain des années quatre-vingt : mouvement du land Reform et consumeriste (Ralf Nader) puis plus tard

mouvement environnementaliste très inspiré par « The silence of Spring » de Rachel Carlson (1969). Ceci produira une réflexion critique sur le processus de modernisation de l'agriculture : débat sur les Land Grant Universités (Goodman 2010) et sur le rôle d'une agriculture alternative (NRC 1989). Ces débats entrent en résonance avec la critique des conséquences sociales et environnementales de la Révolution Verte dans les pays en voie de développement. C'est de ce double terreau que naît le projet Nord-Américain d'agroécologie (Altieri 1987; Gliessman 1989).

Parallèlement au Brésil, les années 1980 voient émerger un mouvement de résistance au modèle technologique dominant de l'agro-négoce et de la révolution verte. La critique de ce mouvement est centrée sur les conséquences de l'usage des intrants chimiques et des agrotoxiques (pesticides). C'est ainsi qu'apparaît la proposition de « Technologies Alternatives » qui devient un point de convergence (CTA – Centro de Tecnologias Alternativas & rede PTA – Plataforma Tecnolmogique Alternative) entre scientifiques/étudiants d'une part et le mouvement social d'autre part (MST – Mouvement des paysans sans Terres, CUT – Central Unica dos Trabalhadores) principalement dans les états du Sud du Brésil (Luzzi 2007)

D'après Luzzi, le terme d'agroécologie apparaît en 1989 lors d'une rencontre du rede PTA et d'autres mouvements paysans d'Amérique Latine. Cette rencontre coïncide avec la traduction par le PTA/FASE (Projeto Tecnologias Alternativas/Fundação de Assistência Social e Educacional) du livre de Miguel Altieri « Agroecologia : as bases científicas da agricultura alternativa ». C'est à cette époque que se fait également la jonction avec le mouvement socio-environnemental qui va surtout utiliser les diagnostics participatifs comme moyen de mobiliser les communautés autour des problèmes prioritaires. C'est dans ce contexte de démocratisation, marqué par la promotion des Technologies alternatives, les démarches participatives et la mise en réseaux des expériences alternative que naît le réseau « *Rede ECOVIDA – Réseau Ecovida* ».

L'émergence de Rede Ecovida se situe dans un processus de réorganisation des agriculteurs écologiques des Etats du Sud du Brésil. Ces organisations de l'agriculture alternative, durable, "orgânicos", qui étaient animées auparavant par le PTA, vont se réarticuler : les organisations des agriculteurs auparavant animé par le Projet Technologie alternative (PTA), vont s'inscrire dans de nouvelles formes d'organisation en réseau (*"As organizações de agricultores alternativos, sustentáveis, orgânicos antes animados pelo PTA passaram a se*

rearticular em “rede”, seguindo uma tendência recente de organização” (Scherer-Waren, 1999)).

3.2 Rede (Réseau) Ecovida

Rede Ecovida est né en 1998 de la conjonction

- du mouvement PTA : « rede TA-Sul », qui cherchait à cartographier les expériences alternatives
- de discussions dans l'état de Santa Catarina sur la commercialisation des produits bio et notamment sur le développement d'un marché métropolitain ville-campagne (multiplication des marchés fermiers) autour de la production bio et
- de l'impasse dans le dialogue entre les défenseurs d'un système de certification (loi de 1999) et les organisations-ONG qui appuient les initiatives d'agriculture alternative.

Dans ce contexte Ecovida naît sous l'appellation « *Réseau Ecovida de certification participative (Rede Ecovida de certificacao participativa)* » – Lors des secondes rencontres le propos du réseau, l'objet du réseau s'élargit à l'ensemble du projet productif pour s'appeler « *Rede Ecovida de Agroecologia – Réseau Ecovida d'Agroécologie* ». L'agroécologie devient un modèle de développement socio-environnemental durable pour l'agriculture familiale. La certification n'est qu'un des moyens d'atteindre cet objectif. Les dimensions que l'agroécologie, telle que définie par Ecovida, tente de prendre en compte sont: « *produits sains, systèmes de production diversifiés, recyclage des nutriments, semences propres, plus d'indépendance en relation avec les intrants externes, auto-consommation (productos limpos, sistemas de producao diversificados, recilagem de nutrientes, semences proprias, mais independents em relação com insumos externos, auto-consumo)* → ». L'agriculture familiale devient la référence pour l'agroécologie selon Ecovida mais sont également présentes des dimensions originales par rapport à l'agriculture biologique, telles que la question de la biodiversité et de la souveraineté alimentaire locale. C'est dans ce cadre que se situent les critiques vis à vis de la certification par une tierce partie externe.

D'un point de vue organisationnel le Rede Ecovida crée un nouvel espace :

« Être un espace de rapport, d'interactions et d'actions pour appuyer le développement de l'agroécologie, comme partie de la construction d'un projet de société que prend en compte la réalité de chaque peuple. (Arl 2007) (« *ser um espaço de articulação, interação e ação para potencializar*

o desenvolvimento da agroecologia, como parte da construção de um projeto de sociedade que contemple e respeite a realidade de cada povo”)

Les objectifs du Réseau sont: (i) développer et multiplier les expériences en agroecologie ; (ii) stimuler le travail associatif avec la production et la consommations des produits agroécologiques. (iii) articuler et diffuser les informations parmi les organisations et les personnes (iv) , Appuyer la solidarité entre producteurs et consommateurs ; (v) stimuler l'échange entre le savoir technique et le savoir-faire et valoriser le savoir populaire (vi) Avoir une marque et un label qui puisse symboliser l'agroécologie. (« *Os objetivos da Rede são: (i) desenvolver e multiplicar as iniciativas em agroecologia; (ii) estimular o trabalho associativo na produção e no consumo de produtos agroecológicos; (iii) articular e disponibilizar informações entre as organizações e pessoas; (iv) aproximar, de forma solidária, agricultores e consumidores; (v) estimular o intercâmbio, o resgate e a valorização do saber popular; (vi) ter uma marca e um selo que expressam o comprometimento (Cf. CADERNO DE FORMAÇÃO 01, 2007, p. 14).*

Autour de la question de la transition agroécologique, Ecovida se construit comme public concerné au sens des pragmatiques américains (Dewey 1927) c'est-à-dire d'un groupe de personnes qui travaillent à rendre perceptibles les problèmes liés à la marchandisation de l'agriculture biologique. Ce public est construit autour de l'agriculture familiale alternative, agroécologique qui se compose d'agriculteurs, de techniciens et de consommateurs. Il n'est pas sans lien avec le fort mouvement d'urbanisation et de métropolisation de la société brésilienne et de l'émergence du mouvement socio-environnemental (voir notamment la rencontre en 2001 d'agriculteurs, de techniciens et de quelques consommateurs). Un des produits de l'émergence de ce public agroécologique est la publication en 2004 d'un "*Caderno de Formação: Certificação Participativa de Produtos Ecológicos – Cahier de Formation : Certification Participative de Produits Ecologiques*". Un autre produit de l'émergence de ce public est le séminaire conjoint IFOAM – MAELA de 2004 qui va permettre l'émergence du débat sur la certification au sein de l'IFOAM.

Le cahier de formation décrit comment Rede Ecovida se structure autour de la certification participative au sein de trois niveaux de coordination qui vont du local (groupes) au supra régional (le rede composé des trois états de la région Sud du Brésil) en passant par le régional (les nucléos au sein des Etats).

Niveau 1 : les 300 « groupes » de production (et le groupe éthique) qui sont présents dans 170 municipalités et représentent 3000 familles d'agriculteurs-trices (Minimum 3 personnes par groupe)

Niveau 2 : les « nucléos » au nombre de 26, constituent le centre de gravité du Rede. Il sont une forme de gestion décentralisée du Rede qui donne une identité au niveau sous-régional à Ecovida. Ces nucléos sont logés au sein de formes associatives diverses : une coopérative, une association ou une ONG. 35 ONG et coopératives de consommateurs participent aux Nucléos du Rede. Le nucléo est responsable de l'accompagnement et de la formation des groupes. Dans le cadre de la certification il constitue le conseil d'éthique qui se compose de techniciens des ONG, des consommateurs et du coordinateur du nucléo. La constitution de ce conseil d'éthique est un préalable à la reconnaissance des groupes par le nucléo. Le nucléo a également une fonction de représentation du Rede au sein de sa sous-région.

Au niveau de la certification participative, le nucléo définit les normes, accompagne les membres, approuve l'accréditation des membres du groupe et règle les problèmes. Il constitue également une commission technique responsable de la production et de l'actualisation des normes dans une mesure que nous ne pouvons définir ici. Dans ce système, chaque « nucléo » détient son autonomie pour établir ses normes ce qui en fait sans doute le niveau où s'organisent concrètement les filières de commercialisation.

Les nucléos représentent une grande diversité de contextes agroécologiques que nous pouvons illustrer par les cas suivants :

Le Nucléo « *Burmeister do Amaral* » est centré sur les cultures légumes et fruits en relation avec les marchés urbains (Curitiba). Notre hypothèse est que la dimension citoyenne/publique y est intéressante malgré le fait que les groupes de consommateurs sont minoritaires. Ex. : *Luciverde*. Culture maraichère et écotourisme en bordure de Curitiba.

Le Nucléo Agroforestier, quilombolas, centré sur les cultures traditionnelles de bananes dans une zone marginale (entre les Etats du Parana et de Sao Paulo). Notre hypothèse est qu'elle développe une autre forme d'agroécologie, qui partant de l'agriculture « traditionnelle » qui n'a pas connu le processus de modernisation (Brandenburg 2011). Ex. : *Coperafloresta*, Coopérative Agroforestière.

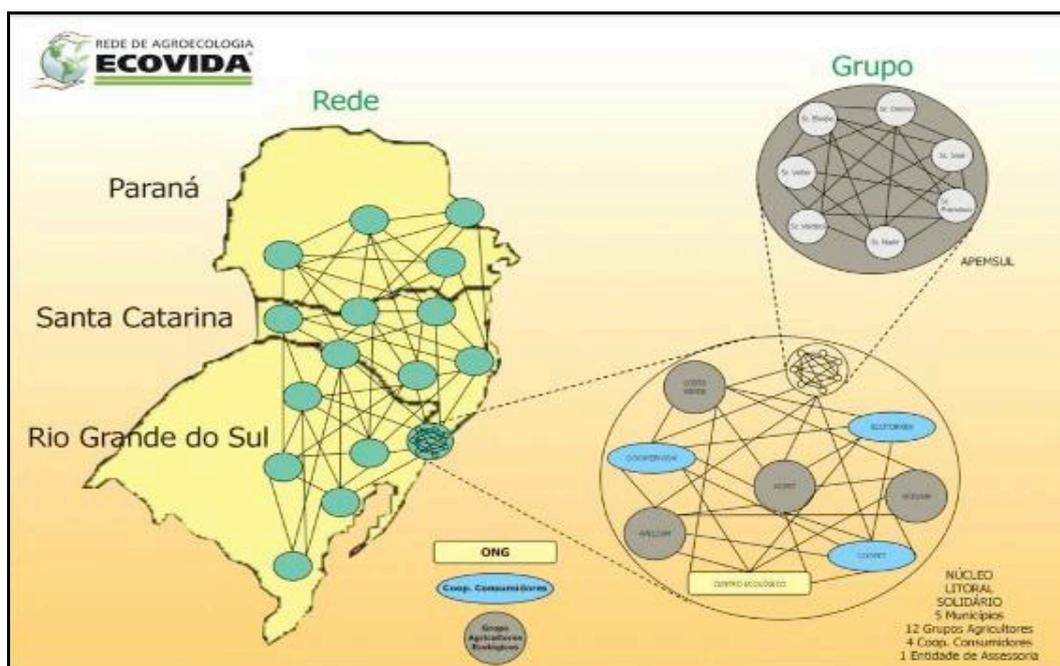
Les assentamento MST, représente une autre trajectoire où c'est un choix politique qui est à la base du développement de l'agroécologie. Notre hypothèse est que dans ce cas nous assistons

à des processus d'agriculture en conversion à des stades divers, avec des éléments de contestation du dispositif SGP jugé trop précoce et des innovations multiples avec selon nous d'importantes questions sur la nature des apprentissage et les possibilités de convergence? Ex. : *La Contesta*, Lapa, développement de Mandela (permaculture).

Enfin, il y a des nucléos qui viennent de « l'agro-industrie » c'est-à-dire liés à une activité de transformation (Canne à Sucre) Notre hypothèse, plus fragile, serait que les SGP sont un enjeu en terme de croissance de leur marché local et régional . Ex. : le "Nucléo *Sud Est*", unité de transformation de canne à sucre.

Niveau 3 : Rede Ecovida : le conseil de certification (demande des labels matériels) garant de la procédure. Le rôle du Rede jusqu'à la mise en œuvre de la loi 10.831/2003 était à la fois un rôle d'appui aux nucléos et un rôle d'articulation (dans la perspective de son objectif de promotion de l'agroécologie) avec les organisations représentatives des agriculteurs et le mouvement social (MST, FETRAF- Fédération de travailleurs de l'Agriculture Familiale, ANA, Articulation Nationale Agroécologie, ...) . Le Rede s'est constitué en personne juridique en 2003 pour traiter en particulier des questions de certification (propriété du label). Le Rede n'est pas responsable des pratiques mais de la mise au point et de la clarification de la procédure. De plus il a un rôle important comme porte-parole de la certification participative auprès des pouvoirs publics.

Figure 1 : structuration du réseau Ecovida autour de la certification participative



3.3 Institutionalisation de la certification participative

3.3.1 Ecovida et la certification participative

Le processus démarre en 1994 lorsque le ministère de l'agriculture initie les discussions sur la normalisation de la production, circulation et commercialisation des produits bio au Brésil.

C'est pour cette raison que on considère que la discussion du projet de certification et de réglementation qui se déroule dans les ONGs et au Ministère de l'agriculture soient limitées aux questions du marché international et ne soient pas appliquées au marché intérieur. Pour que nous ayons la possibilité de continuer le processus que nous sommes en train de construire - avec les techniciens, les agriculteurs et les consommateurs – d'une nouvelle vision de l'agriculture, où la durabilité est indispensable, mais aussi la citoyenneté des hommes de la campagne. « *Por isto consideramos oportuno que a proposta de normatização e certificação que esta sendo discutida pelas ONG'S e pelo Ministério da Agricultura se limite às questões de exportação e não sejam aplicáveis no mercado interno. Para que tenhamos a possibilidade de darmos continuidade ao processo que estamos vivendo, da construção conjunta - técnicos, agricultores e consumidores - de uma nova visão da agricultura. Onde a sustentabilidade é imprescindível, mas também o é a necessidade de resgate da cidadania do homem do campo (MEIRELLES, 1994, p. 5).*

Ecovida affirme le principe d'une certification participative qui implique agriculteurs, en collaboration avec techniciens et consommateurs. La crédibilité du système repose d'abord sur la relation directe entre producteurs et consommateurs à travers les marchés de produits écologiques et les visites régulières menées par les consommateurs aux agriculteurs que promeuvent les associations de consommateurs. Ces visites sont des formes de « points d'accès » qui, selon Giddens, garantissent de nouvelles formes de confiance, construites à la fois sur l'expérience et la prise de connaissance de la complexité et la diversité des Systèmes de production agro-écologique. C'est sur cette base, élaborée sur le moyen et le long terme,

qu'Ecovida a construit son système de certification participative. Celui-ci repose sur une triple « compliance sociale » :

- le groupe de production qui, en collaboration avec le technicien, forme à l'agroécologie plutôt que contrôle (notion de progressivité, notion holistique (souveraineté alimentaire, biodiversité, ..),
- le conseil d'éthique (techniciens + agriculteurs + consommateurs potentiels), dont les membres viennent de l'extérieur du groupe – « Olhar Externo », dont le rapport doit être signé par tous les membres et qui comprend aussi bien les points de consensus que les points de divergence.
- le Rede Ecovida, qui fournit le label et qui est à un troisième niveau le garant de la crédibilité du système.

La méthodologie détaillée est présentée dans Rebelattos dos Santos (Rebelatto dos Santos, Marques et al. 2004). La proposition sur la définition de la qualité agroécologique est à la fois plus diversifiée et plus graduelle que celle de la certification classique, elle est fondée sur une double affirmation : le projet de vie des familles paysannes et le principe de transition des formes conventionnelles vers les pratiques agroécologiques. Elle inclut des critères de biodiversité et d'autonomie alimentaire et d'autonomie vis à vis de l'importation d'intrants extérieurs ainsi que des orientations spécifiques à chacun des nucléos. D'un point de vue écologique elle considère la propriété comme un ensemble complexe qui doit passer par une dynamique graduelle d'étapes d'écologisation progressive. La participation est également une dimension importante : l'absence aux réunions peut être une raison d'exclusion du système . Enfin tout le processus de certification participative est considéré à la fois comme un espace de structuration du réseau ECOVIDA et un espace d'apprentissage.

La vision que doit prévaloir est de construction, c'est à dire, nous ne devons pas être préoccupés en mettre en accent les défauts, mais les identifier et suggérer pour les dépasser. Il Est nécessaire de savoir que la personne visitée a son histoire qui peut également à la construction de l'agroécologie. La visite doit donc être appréciée comme un espace d'enseignement et d'apprentissage avec les autres « *A visão que deve prevalecer é a de construção, ou seja, não devemos estar preocupados em ressaltar defeitos, mas identificá-los e dar sugestões e opiniões para superá-los; É necessário sabermos que quem está sendo visitado é uma pessoa que também tem sua história e contribuição na construção da*

agroecología, portanto a visita deve ser aproveitada como espaço para ensinar a aprender com os outros; (Rebelatto dos Santos, Marques et al. 2004) »

Face à cet ensemble d'orientations normatives, bien fondées, il reste aujourd'hui à faire un « état des lieux » de la traduction de ces orientations dans les pratiques des nucléos : pratiques culturelles et de commercialisation des paysans, pratiques procédurales des nucléos,... La littérature sur les systèmes de certification participatifs soulève en effet une série de questions parmi lesquelles les coûts de transactions, les limites de la transparence, et les rapports de pouvoirs locaux interrogent le potentiel et les limites des systèmes de certification participatifs (Nelson, Gómez Tovar et al. 2008). Nous insistons sur le terme « état des lieux ». Nous ne croyons pas en une évaluation « objective » qui prendrait le risque d'isoler une situation donnée d'un processus et d'une trajectoire sur le temps long dans laquelle, nous en faisons l'hypothèse, la mouvance d'Ecovida s'inscrit. Nous faisons la distinction entre une évaluation normative statique, qui a peu de sens pour notre questionnement, et une évaluation des capacités (Thompson 1997) à apprendre c'est-à-dire à s'organiser (Ecovida, SGP,...) et à produire de nouvelles connaissances sur ce qui demeure avant tout un projet agroécologique et non un produit de marché.

Question 1 Les apprentissages sont parties prenantes de l'action et de son évaluation (réflexive monitoring) (Voss, Bauknecht et al. 2005), les théories de l'apprentissage soulignent l'importance des apprentissages de second ordre (« second loop Learning ») qui déplacent les acteurs au-delà de leurs convictions initiales et qui les amènent à modifier leurs modèles d'action (Grin and Loeber 2007). Dans un contexte de transition socio-écologique, comment spécifier les apprentissages de second ordre ? Quelles sont les conditions dans lesquelles ces apprentissages se développent et de quelle manière sont-ils transposables à d'autres changements ?

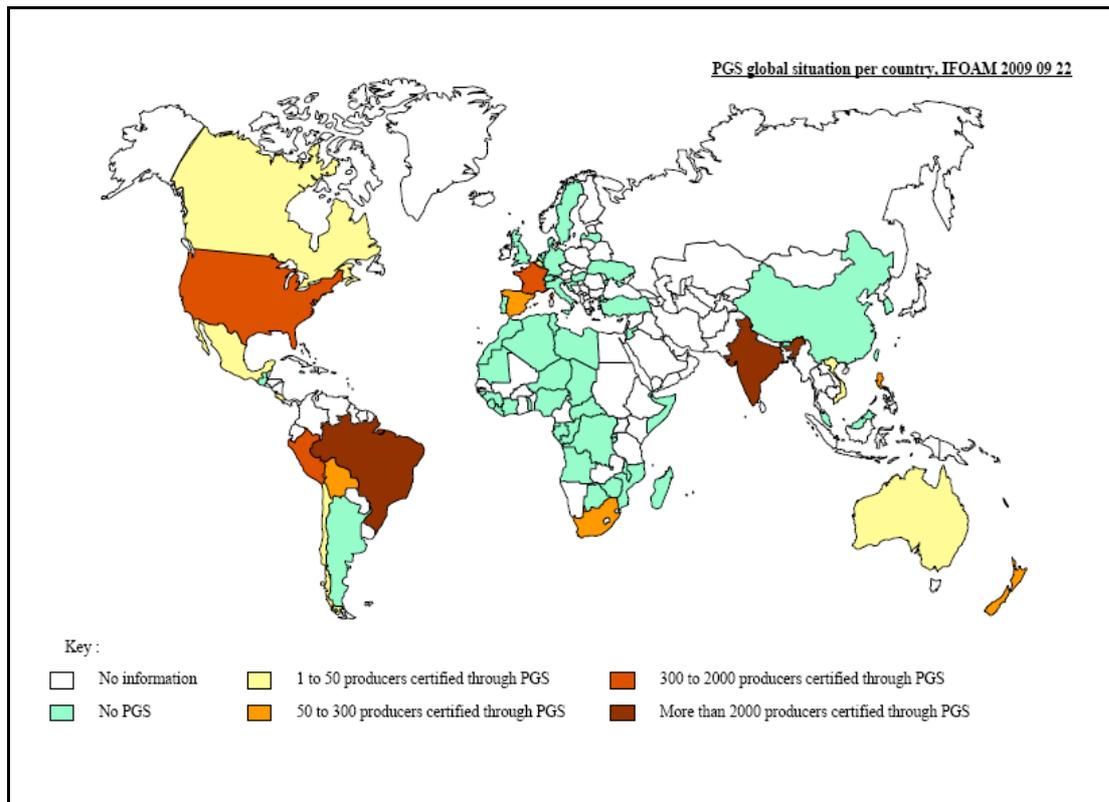
3.3.2 Le débat entre le mouvement social et l'IFOAM

En 2004 un séminaire conjoint est organisé par MAELA – Mouvement Agroécologique d'Amérique Latine et l'IFOAM – International Federation of Organic Agriculture Movement. A partir de ce séminaire l'IFOAM crée un groupe de travail sur la Certification Participative au sein de l'IFOAM et une newsletter. Les Leaders du réseau ECOVIDA y

jouent un rôle actif et l'expérience d'Ecovida, reprise dans son cahier de formation participative sur la production écologique (Rebelatto dos Santos, Marques et al. 2004), est considérée comme un modèle de certification participative.

Plusieurs états d'Amérique Latine sont alors dans un processus de reconnaissance de ces systèmes de garantie participatifs qu'ils vont inscrire dans leur loi : présents dans une quinzaine de pays Latino-Américains, ils font l'objet d'une reconnaissance législative selon diverses modalités : Bolivie - avec logo, signe national officiel de qualité -, Brésil – idem -, Costa Rica, El Salvador, Mexique, Paraguay. La Certification Participative apparaît également sur d'autres continents, en particulier en Inde. La Newsletter de l'IFOAM constitue de plus un précieux lien avec les systèmes de certification participative qui sont mis en œuvre et reconnus en Andalousie, expérimentés en France et en Italie avec l'appui d'ONG telle que Nature et Progrès.

Figure 2 : Distribution des Systèmes Participatifs de Garantie dans le monde



Question 2.1: Nous n'avons pas d'éléments d'analyse suffisants aujourd'hui pour évaluer la qualité des informations qui circulent dans ses réseaux internationaux mais nous pouvons en tout cas formuler l'hypothèse selon laquelle le développement d'une mobilité à grande échelle des personnes et des messages n'est pas sans conséquence sur le travail « local » à la fois pour créer les conditions de réalisation de ce qui est mobilisé et pour installer les équipements qui permettent d'agir à distance : elle produit ainsi de nouveaux espaces et de nouvelles relations entre les espaces (Mormont 2010)

Question 2.2 : En retour, la création au sein de l'IFOAM d'un espace de débat autour des SGP questionne l'institutionnalisation de l'agriculture biologique telle que l'IFOAM et la partie du mouvement social qui s'y trouve représentée l'ont voulu. Comment le rapport entre les tenants de la certification officielle et le groupe de travail SGP se vit-il, sur le mode conflictuel et/ou marginal ou bien sur un mode complémentaire et/ou concurrentiel ...?

3.3.3 Processus de reconnaissance au niveau de la législation brésilienne

Ce système fut reconnu comme un des trois systèmes de certification par la loi de 10.831/2003 et le décret 6323 du 23 décembre 2007 qui distingue :

1. « *Contrôle social de la vente directe sans certification* » : faire partie d'une organisation de contrôle social, garantir la traçabilité et l'accès libre à la production + contrôle de l'administration par personne compétente ;
2. « *Système d'Assurance Qualité Biologique* »: participative avec audit et accréditation sur la compétence de l'organe certificateur type ECOVIDA, garant de la procédure, appelé OPAC (Organismo Participativo de Avaliação da Conformidade);
3. « *Certification par audit* » : certification classique par tierce partie, tel qu'elle est reconnue au niveau de l'Union Européenne.

La reconnaissance par la loi de 2003 et le décret de 2007 des Systèmes Participatifs de Garantie fut considérée à juste titre comme une victoire pour le mouvement agroécologique. Elle met en effet juridiquement sur le même pied la certification participative et la certification par une tierce partie. De plus elle fédère les initiatives participatives en créant entre elles un lien juridique qui fait force de loi.

Figure 3 : Signal de qualité officiel Bio (MAPA, 2011) : système participatif et certification par audit



Depuis lors, trois organisations ont été reconnues comme OPAQ (Décret 2007) et accréditées au niveau du ministère de l'agriculture pour attribuer le label bio national selon la procédure participative « système d'assurance de qualité biologique » :

- *Rede Ecovida*,
- *ABIO (Rio de Janeiro)* Associação de Agricultores Biológicos do Estado do Rio de Janeiro
- *ANC (Campinas, Etat de Sao Polo)* Associação de Agricultura Natural de Campinas e Região

C'est pour cette raison que Rede Ecovida a pris la personnalité juridique d'« entité sans but lucratif de droit privé » avec compétence sur les trois Etats de la Région Sud du Brésil. Ecovida se dote alors d'une commission technique, d'un conseil de certification et d'un conseil d'éthique (technique et éthique existaient au niveau du nucléo).

Ce mouvement d'institutionnalisation à travers la mise en loi des systèmes de garantie participatifs, contient en soi des conséquences contradictoires.

Question 3.1 : La mise en loi renforce-t-elle les initiatives de certification participative en les légitimant et en densifiant leurs relations ? Ceci fait-il converger les initiatives de certification participative par apprentissages croisés et leur permet-il d'acquérir davantage de pertinence face aux régimes de certification/standardisation en place au niveau sectoriel sur les marchés globaux de la qualité ? Les apprentissages sont partie prenante de l'action et de son évaluation (réflexive monitoring) (Voss, Bauknecht et al. 2005), les théories de l'apprentissage soulignent l'importance des apprentissages de second ordre (« second loop Learning »), qui déplacent les acteurs au-delà de leurs convictions initiales et les amènent à modifier leurs modèles d'action (Grin and Loeber 2007). Dans un contexte de transition socio-écologique, peut-on spécifier des apprentissages de second ordre ? Quelles sont les conditions dans lesquelles ces apprentissages se développent et de quelle manière sont-ils transposables à d'autres changements, évolutions des pratiques agroécologiques ? Comment les apprentissages autour des pratiques écologiques s'élargissent-ils à d'autres domaines, en particulier de la vie et du type de projet de vie ? Comment les acteurs en tant que sujets se positionnent par rapport au processus de juridification ?

Cette convergence entre initiatives de certification participative (convergence endogène) peut cependant d'autre part être en tension avec la création, par le processus de juridification, d'un espace de confrontation entre système de certification participatif et système de certification par une tierce partie.

Question 3.2 :

Peut-on spécifier ces rapports de co-existence entre ce que génèrent ces deux systèmes en terme de systèmes de connaissances : s'excluent-ils (Stassart and Jamar 2008), co-existent-ils (Campbell and Liepins 2001) ou bien entretiennent-ils des rapports de parasitisme (Moreira and Palladino 2005). Les catégories discursives mobilisées sont-elles des catégories explicatives ? « agroécologie », « agriculture familiale », « ONG », « administrations publiques », ...

Question 3.3 : Peut-on parler de mouvement social et dans quelle mesure ? Comment le mouvement social agroécologique brésilien agit-il sur cette question , quel est le rôle de ANA (Association Nationale Agroécologique - ONG) et ABA (Association Brésilienne d'Agroécologie - Scientifique), comment se positionnent-elles ? On peut alors distinguer dans la littérature les trois processus suivants, par lesquels le mouvement social génère une pression normative sur les régimes politiques existants : 1) la mobilisation de ressources, 2) les processus de cadrage, 3) l'exploitation des opportunités politiques (McAdam, McCarthy et al. 1996; Davis, Mc Adam et al. 2005)

Question 3.4 : Quelles sont les conséquences de la juridification des marchés et en particulier la tendance à réduire toute la diversité des modes d'écologisation de l'agriculture familiale brésilienne à l'agriculture biologique ?

4. Conclusion : Apprentissage et gouvernance réflexive

Au-delà de la critique des systèmes de certification par une tierce partie, les SGP systèmes participatifs de garantie adressent une critique au marché de la qualité et plus particulièrement à la commodification de la qualité. Celle du refus de déléguer à des systèmes experts le processus qui définit et redéfinit les frontières du processus d'écologisation de l'agriculture et de l'alimentation.

Si nous utilisons le langage de la théorie de la transition et en particulier celui de l'approche multi-niveaux, les SGP sont une critique du régime de la qualité dont une des caractéristiques est de produire des standards de qualité qui s'appuient sur des systèmes hybrides de normalisation (Privé Etat) dont le but ultime est la globalisation des marchés agroalimentaires de la qualité.

Nous faisons l'hypothèse que les systèmes participatifs de garantie sont des formes d'organisation socio-technique innovantes qui proposent de nouvelles trajectoires de mise à l'épreuve du régime dominant. Cette mise à l'épreuve nous intéresse dans la mesure où elle peut nous informer sur ce que peuvent devenir des modes de gouvernance réflexifs dans le monde de la bio. En effet le système de certification par une tierce partie, dont le principe est la délégation à une partie indépendante, a, nous en faisons l'hypothèse, déplacé dans une mesure qu'il reste à définir les espaces d'apprentissage vers des commissions ad'hoc (type commission de suivi et d'évaluation de la certification). La délégation aurait en quelque sorte technicisé et privatisé les espaces d'apprentissage sur les questions de transition et d'écologisation de l'agriculture. Les SPG seraient alors, de par le mécanisme de réappropriation et des producteurs et des consommateurs, une condition de la réappropriation de ces espaces d'apprentissage sur le devenir de la transition écologique de l'agriculture.

Bibliographie

- Altieri, M. A. (1987). Agroecology. Boulder, CO, Westview Press.
- Besson, Y. (2000). Histoire de l'agriculture biologique: les fondateurs, Rudolf Steiner, Sir Albert Howard, Hans Peter Rusch, Masanobu Fukuoka, projet de doctorat en histoire et philosophie des sciences.: 14.
- Brandenburg, A. (2011). "Do rural traditional ao rural socioambiental." Ambiente & Sociedade XIII(2).
- Campbell, H. and R. Liepins (2001). "Naming organics: understanding organic standards in New Zealand as a discursive field." Sociologia Ruralis 41(1): 21-39.
- Claes, C. (2010). Participatory guarantee systems in Latin America, the role of social movements and NGOs. International Summer School in AgroEcology. Louvain La Neuve, power point: 13.
- Davis, G. F., D. Mc Adam, et al. (2005). Social movements and organization theory. Cambridge, Cambridge University Press.
- Dewey, J. (1927). The eclipse of the public. The public and the problem. New york, Henry Holt and company: 110-142.
- DuPuis, E. M. and D. Goodman (2005). "Should we go "home" to eat?: toward a reflexive politics of localism." Journal of Rural Studies 21(3): 359-371.
- Gliessman, S. (1989). Agroecology: researching the ecological basis for sustainable agriculture. ????, Springer Verslag.
- Goodman, D. (2010). A very Brief History of Sustainable Agriculture Movements in the US: A tale of Two tensions The potential of Agroecology to contribute to ecological transitions in agriculture. Arlon, Stassart P. : ppt.
- Goodman, D., B. Sorj, et al. (1987). From Farming to Biotechnology. Oxford, Basil Blackwell.
- Grin, J. and A. Loeber (2007). Theorising of learning. Agency, structure and change. Handbook of public policy analysis.. Theory, Politics and methods. F. Fischer, G. Miller, J. and M. Sidney, S, CRC Press-Taylor and Francis Group: 201-222.
- Guthman, J. (2003). "Fast food/organic food: reflexive tastes and the making of 'yuppie chow'." Social & Cultural Geography 4(1): 45-58.
- Guthman, J. (2004a). "The Trouble with 'Organic Lite' in California: a Rejoinder to the 'Conventionalisation' Debate." Sociologia Ruralis 44(3): 301-316.
- Hespanhol, d. M. (2008). "De perspectivas de agriculturas sustentavel no Brasil." Confinis 2(2): 12.
- Ingram, J. (2010). "Technical and Social Dimensions of Farmer Learning: An Analysis of the Emergence of Reduced Tillage Systems in England." Journal of Sustainable Agriculture 34(2): 183 - 201.
- Luzzi, N. (2007). Debate agroecologico no Brasil: um construcao a partir de diferetes atores sociais. Instituto de Ciencias Humanas e Sociais. Rio de Janeiro, Universidade Federal Rural do Rio de Janeiro: 182.
- McAdam, D., J. D. McCarthy, et al. (1996). Introduction: Opportunities, perspective on social movements,. Comparative Perspectives on Social Movements: Political Opportunities, Mobilizing Structures and Cultural Framings. D. McAdam, J. D. McCarthy and M. N. Zald. Cambridge, Cambridge University Press: 1-20.
- Moreira, T. and P. Palladino (2005). "Between truth and hope: on Parkinson's disease, neurotransplantation and the production of the 'self'." History of the Human Sciences 18(3): 55-82.

- Mormont, M. (2010). "Globalisation et écologisation des campagnes " Etudes rurales (183): 143-160.
- Mutersbaugh, T., D. Klooster, et al. (2005). "Certifying rural spaces: Quality-Certified Products and Rural Governance." Journal of Rural Studies **21**(4): 381-388.
- Nelson, E., L. Gómez Tovar, et al. (2008). "Participatory organic certification in Mexico: an alternative approach to maintaining the integrity of the organic label." Agriculture and Human Values.
- NRC (1989). Alternative Agriculture, Committe on the Role of Alternative Farming Methods in Modern Production Agriculture, Board on Agriculture, National Research Council.
- Raynolds, L. (2004). "The globalization of organic agro-food networks." World Development **32**(5).
- Rebelatto dos Santos, L., Carlos, C. Marques, et al. (2004). Caderno de formação participativa de produtos ecologicos. Fioranopolis, Rede Ecovida de Agroecologia.
- Renard, M.-C. (2003). "Fair trade: quality, market and conventions." Journal of Rural Studies **19**(1): 87-96.
- Serba, S. (2010). Les systèmes de garantie participatifs. Département sciences et gestion de l'environnement. Arlon, Université de Liège. **Master**: 78.
- Stassart, P. and D. Jamar (2008). "Steak up to the horns ! The conventionalization of organic stock farming: knowledge lock-in in the agrifood chain." GeoJournal **73**(1): 31-44.
- Stumm, M. (2011 (à paraitre)). Certificação e praticas socio-productivas na agricultura ecologica: o caso de Rio Branco do Sul/Parana. Agricultores ecologicos e o ambiente rural: visoes interdisciplinares. A. Brandenburg, A. D. D. F. Fereira and L. J. Cordeiro dos Santos. Curitiba Certificação e praticas.
- Thompson, P. B. (1997). The Varieties of Sustainability in Livestock Farming. In : Livestock Farming Systems ; More than Food Production. 4th International Livestock Farming Systems Symposium,, Foulum (Denmark), 22-23 Aug. 1996, EAAP , Wageningen Pers (Wageningen).
- Vos, T. (2000). "Visions of the middle landscape: Organic farming and the politics of nature." Agriculture and Human Values **17**(3): 245-256.
- Voss, J.-P., D. Bauknecht, et al. (2005). Reflexive Governance for Sustainable Development, Cheltenham: Edward Elgar.